

M. Macron, il faut sauver les yachts



Mercredi 02 août 2017 à 10h58

Via une missive commune, nos politiques interpellent le président de la République pour soutenir la filière méditerranéenne du yachting.

"La gravité de la situation économique de la filière yachting de la région PACA nous impose de vous saisir" : telle est l'introduction-choc d'une lettre adressée à Emmanuel Macron et co-signée par Christian Estrosi pour la Métropole Nice Côte d'Azur, Renaud Muselier pour le Conseil régional PACA et Hubert Falco pour Toulon-Provence Méditerranée. Les trois élus y demandent une *"intervention directe au regard des enjeux économiques, sociaux et stratégiques en cause"* soulignant l'importance de la filière yachting dans le tissu économique local, qu'il s'agisse d'attractivité du territoire ou du nombre d'emplois concernés par un segment représentant 900M€ de chiffre d'affaires global annuel sur le littoral de Provence-Alpes-Côte d'Azur. En cause, *"des avantages concurrentiels décisifs"* accordés aux Etats voisins ne dépendant pas des mêmes règles fiscales que la France, des taxes gasoil aux cotisations retraite des équipages... Des points de divergence avec les pays concurrents déjà soulevés à maintes reprises par la

FIN (Fédération des Industries Nautiques). Ce que nos élus déplorent aujourd'hui, c'est "l'effet cumulatif" qui fait fondre les parts du marché yachting comme neige dans l'eau.

Des chiffres alarmants

Et nos politiques de signaler aux plus hautes sphères que faire le plein en Italie, pour un yacht de 42 mètres, permet d'économiser la coquette somme de 21.000€ par semaine, essentiellement sur les taxes, et que le surcoût imputable aux charges sociales pour l'équipage (fixé à sept personnes) équivaut à 300.000€ par an. De quoi faire réfléchir, même un propriétaire de yacht. Preuve de ce déséquilibre, les quatre plus gros distributeurs de gasoil de PACA auraient perdu 50% en volumes vendus sur cette saison 2017...

La menace, pour nos élus, est bien réelle, et s'affiche via des chiffres plus qu'inquiétants : 50% de perte de CA en escales de yachts sur les ports du 06 depuis début 2017 et l'entrée en vigueur de nouvelles contraintes, 30% sur Saint-Tropez, fleuron portuaire varois pour les grosses unités, 40% sur la rade toulonnaise. *"Plus grave encore, nos chantiers navals sont dé-référencés, comme Monaco Marine ou Compositeworks (La Ciotat), qui vient de perdre un bateau de 152 mètres parti en Espagne"* souligne la missive commune. Et à Antibes, leader sur la plaisance, la non-résidence française des marins serait devenue le principal critère d'embauche. D'où cette demande pressante à Emmanuel Macron, en cœur de saison érigée en contre-exemple, d'harmoniser enfin les réglementations fiscales et sociales à l'échelon européen, afin de ne plus pénaliser la France et sa Méditerranée. *"Sans une mobilisation urgente de votre gouvernement, cette filière d'excellence de notre façade méditerranéenne qui participe au rayonnement international de la France; et les milliers d'emplois qu'elle représente, vont disparaître dans les toutes prochaines années. Les acteurs de la filière, les populations et les élus de notre territoire comptent sur votre engagement"*, concluent d'une même voix Christian Estrosi, Renaud Muselier et Hubert Falco dans ce courrier militant envoyé à l'Élysée, à Matignon, à Bercy et en Préfecture régionale.